

<http://www.snetap-fsu.fr/Operation-verite-sur-l-etat-de-l,1763.html>



# Opération vérité sur l'état de l'EAP - 29 mars 2011 - Toulouse-Auzeville

- Nos Actions -

Date de mise en ligne : mercredi 30 mars 2011

Date de parution : 11 avril 2010

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

## **Première « opération vérité » dans l'Enseignement Agricole Public : rencontre en Midi Pyrénées de personnels et d'usagers décidés à ne pas subir !**

C'est dans un contexte d'accélération des suppressions d'emplois dans l'Enseignement Agricole (145, dont les deux tiers dans le Public) que le Comité permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public, a lancé sa première " opération vérité " en Midi-Pyrénées ce mardi 29 mars. Cette opération fait suite à la publication d'une tribune en mars, intitulée " L'assèchement de l'[EAP](#) doit cesser sans délai ! ".

Les personnels de la région (huit établissements publics représentés), comme les usagers, ont répondu en nombre à l'invitation d'un Comité, qui, dans sa déclinaison régionale, était bien représenté, dans le cadre de la diversité politique, syndicale et associative qui le caractérise.

Les échanges, qui ont eu lieu sur l'établissement public agricole de Toulouse-Auzeville en matinée et en après-midi dans une salle mise à disposition du Comité par la mairie, ont révélé tout à la fois la richesse que représente indéniablement l'Enseignement Agricole Public (ici en zone péri-urbaine, au cœ̄ur d'un pôle de recherche agronomique, avec une offre de formation complète jusqu'aux classes préparatoires aux grandes écoles) et les maltraitances caractérisées dont il est victime depuis près de 10 ans maintenant (fermetures de classes, d'options, plafonnements arbitraires d'effectifs, non remplacements au détriment de la santé des agents, précarisation lourde des équipes...).

La visite du site a été hélas de ce point de vue édifiante, quant à la politique d'assèchement budgétaire dont sont victimes l'ensemble des établissements agricoles publics de la région. Ainsi, après plusieurs mois de mobilisation à la rentrée 2010, pour exiger le rétablissement de sept postes dans des secteurs aussi importants que l'accueil, la vie scolaire, les laboratoires ou encore la santé, les personnels d'Auzeville, les élèves et leurs parents s'appêtent à entrer une nouvelle fois en résistance contre de nouvelles coupes claires qui affecteraient dès la rentrée 2011 les capacités d'accueil de l'établissement.

Ces mesures traduisent l'impasse manifeste dans laquelle l'Administration régionale se trouve, contrainte de gérer la pénurie, au détriment des établissements et au mépris des usagers. Avec le passage arbitraire de classes de 32 à 24 élèves pour deux premières technologiques et deux [BTS](#) Production, ce sont ni plus ni moins que des dizaines d'élèves qui vont voir leur orientation (pour les jeunes actuellement en seconde générale), leur poursuite d'étude et in fine leur insertion professionnelle (pour ceux qui sont en terminale) obérées, voire compromises, du fait d'une gestion de court terme qui étrangle l'Enseignement Agricole Public.

L'autorité académique " aux abonnés absents " a laissé le soin au directeur d'[EPL](#) " en souffrance " d'assurer en matinée un service minimum (un salut convenu des membres du Comité, suivi d'un bref entretien avec les élus présents), manifestement gênée d'expliquer ce qui ne peut l'être et d'assumer publiquement ces mesures iniques qui portent atteinte clairement au droit des usagers, au travail des équipes, à la structure même des établissements publics.

En effet, la fragilisation de lycées ruraux, comme celui de Cahors, dont l'ensemble des classes doivent subir un contingentement à 16 élèves, risque à terme de les condamner à la fermeture pure et simple, et l'on perçoit ici avec acuité que, au motif de prétendues économies, les choix du ministère contredisent et remettent en cause les

investissements d'un conseil régional, dont le Président a fait savoir en après-midi qu'il faisait sans délai partir un courrier au Ministre de l'Agriculture...

Les membres du Comité, au sortir de cette première " opération vérité " sont plus que jamais convaincus du bien-fondé de leur démarche qui vise à alerter l'opinion, à en appeler à une mobilisation citoyenne, en dénonçant la politique conduite actuellement par la majorité, qui ne dit pas son nom, mais qui revient à réduire toujours plus l'espace public au détriment des usagers, à faire reculer le bien public au profit des officines privées.

La logique du front renversé qui consiste désormais à redimensionner l'offre éducative à l'aune, non de la demande sociale et des enjeux territoriaux, mais d'une volonté manifeste de la faire régresser, est proprement inacceptable, en ce qu'elle pousse de fait vers des sorties accrues de jeunes du système éducatif et cela souvent sans qualification. Cette société là nos concitoyens n'en veulent pas.

Par ailleurs, à l'heure où de grands défis environnementaux s'imposent à nous, l'Enseignement Agricole Public doit non seulement être maintenu, mais se développer afin d'être en mesure d'y répondre, dans des domaines de formation aussi cruciaux pour l'avenir que l'agriculture durable, la sécurité alimentaire, la gestion des eaux et des forêts, les services et l'animation des territoires ruraux... Il est plus que temps que cesse cette politique du pire, d'abaissement des services publics en général et du système éducatif en particulier !

Trois autres " opérations vérité " sont d'ores et déjà programmées : lundi 4 avril à Digne (PACA), le jeudi 14 avril au Neubourg (Haute-Normandie) et le jeudi 21 avril à Château-Gontier (Pays de la Loire).

Toulouse, le 29 mars 2011

Pour le Comité Permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public

---

Ci-dessous les membres du Comité Permanent de Défense et de Développement de l'Enseignement Agricole Public présents lors de cette première opération vérité en Midi-Pyrénées

- Pour le Parti Communiste :
- Brigitte Gonthier-Maurin, Sénatrice des Hauts-de-Seine
  
- Pour le Parti Socialiste :
- Patrick Lemasle, Député de Haute-Garonne - 7ème circonscription, Agriculteur
  
- Pour Europe Écologie Les Verts :
- François Calvet, Conseiller Régional, agriculteur en Ariège, vice-président du CA de l'EPL d'Ondes
  
- Pour le Nouveau Parti Anticapitaliste :
- Myriam Martin, Porte Parole
- Dorothee Rouffiac, Membre du Conseil Politique National
  
- Pour le Conseil Régional Midi-Pyrénées :
- Vincent Labarthe, vice-Président PS du Conseil Régional à l'Agriculture et à l'Enseignement Agricole, membre du CA de l'EPL Figeac
  
- Pour la Confédération Paysanne :
- Patrick Kirchner, Porte Parole Région Midi-Pyrénées
- Anne Bonely, animatrice de Haute-Garonne

- Pour la [FCPE](#) 31 :
- Pascal Astruc, Président, vice-Président du [CESR](#)
- Pierre Granet, Secrétaire Général
  
- Pour le Conseil Local FCPE du [LEGTA](#) d'Auzeville :
- Jean Decramer, Secrétaire
- Sylvain Chasse, Trésorier
- Nelly Guihur, Trésorière adjointe
  
- Pour le Conseil des délégués élèves d'Auzeville :
- Florent Rousseau, Président
  
- Pour le SNETAP-[FSU](#) :
- Jean-Marie Le Boiteux, Secrétaire Général
- Frédéric Chassagnette, Secrétaire Général adjoint
- Olivier Bleunven, Secrétaire Général adjoint
- Francis Gaillard, Membre du Bureau National
- Olivier Gautié, Secrétaire Régional Midi-Pyrénées
- Alain Godot, Secrétaire Régional Aquitaine

...ainsi que des représentants des sections d'Auzeville, de Cahors, de Figeac, de Moissac, de Pamiers, de Rodez et de Villefranche

- Pour le Conseil Fédéral Régional de la FSU :
- Marcel Agert, Secrétaire académique
  
- Pour l'Union Locale des syndicats [CGT](#) de Toulouse Sud (dont la section syndicale Syac-CGT d'Auzeville) :
- Ludovic Arberet, Secrétaire de l'UL